



**Appel à candidature dans le cadre d'une convention
d'occupation du domaine public ou d'une cession d'un
bien à déclasser**

Maison Médicale / Profession Médico-sociale

Ancienne Ecole Jean Rostand

10 rue Jules Vallès - MARLY

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 – GESTIONNAIRE DU DOMAINE PUBLIC

La Ville de Marly (12 000 habitants), située dans l'agglomération de Valenciennes (département du Nord), souhaite autoriser l'occupation de l'école maternelle Jean Rostand à une structure souhaitant y implanter des professionnels de santé (maison médicale, maison de santé pluri professionnelle, pôle de santé) ou de profession médico-social ou céder ce bien après déclassement.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA PROCEDURE

La présente procédure porte sur une autorisation d'occupation du domaine public de l'ancienne école maternelle Jean Rostand ou sur la cession après déclassement de ce bien à une seule structure. Il s'agit d'un bâtiment situé au 10 rue Jules Vallès, à Marly, d'une surface habitable estimée à 680 m² sur un niveau, comprenant un hall d'entrée, une salle de motricité, 3 salles de classe, une chaufferie, un office, une salle de restauration assise, un bureau de direction, une salle de sieste, une salle de bibliothèque, 2 blocs sanitaires, 2 dépôts et d'une cour de 6115 m² environ. Le contexte ainsi que les conditions de l'occupation du domaine public sont détaillés dans le cahier des charges annexé au présent règlement de consultation. La convention sera établie pour trois ans, dans les conditions applicables en matière de domanialité (convention précaire et révocable).

Les candidats pourront également proposer l'achat du terrain et du bâtiment. Cette procédure de cession devra faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

La procédure est organisée en application de l'article L 2112-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques. La Ville se réserve la possibilité de négocier avec un ou plusieurs candidats.

ARTICLE 3– VISITE DU SITE

Une visite du site est obligatoire. Celle-ci est organisée sur rendez-vous.

Les candidats devront prendre leur disposition pour y assister ou s'y faire représenter.

L'attestation de visite jointe au dossier de consultation devra être présentée par les candidats lors de cette visite à la personne qui fera visiter le site afin qu'elle puisse y apposer sa signature et son cachet.

Seules les candidatures et les offres des prestataires qui auront procédé à cette visite seront analysées.

Contact : Nicolas HANNEBICQ – Directeur Général des Services
 – nicolas.hannebicq@marly.fr

ARTICLE 4– CONTENU DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet contenant les pièces suivantes :

***Présentation du candidat :**

- Nature de la personne morale, statuts et, le cas échéant, le capital social.
- Un dossier de présentation du candidat permettant d'apprécier ses capacités à exploiter une maison médicale ou une structure d'accueil socio médicale : référence sur des prestations similaires, qualifications, diplômes et certification techniques, moyens humains et matériels.
- Bilan consolidé de l'entité juridique sur les trois dernières années et attestation prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales sur les trois derniers exercices clos.

***Présentation du projet :**

- Un dossier de présentation de l'exploitation projetée :
- Activités proposées et publics visés,
- Périodes d'ouvertures (date d'ouverture et amplitude en semaine),
- Budget prévisionnel d'exploitation et tout autre document

***Une proposition d'offre de redevance ou une offre de prix d'achat**

Selon les conditions posées dans l'article 7 du cahier des charges joint.

***L'attestation de visite**

ARTICLE 5 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

- Qualité des services proposés 60%
- Niveau de la redevance ou du prix proposés 40%

ARTICLE 6 – CONDITION DE PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats devront transmettre leur offre, en deux exemplaires, sous un seul pli. L'offre devra être rédigée en français, et les éléments devront être en euros. Les documents seront paraphés et signés par le candidat. Ce pli devra être remis contre récépissé ou adressé par voie postale en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place Gabriel Péri
59770 Marly

Le pli devra porter la mention : Consultation pour l'appel à Candidature COT Jean Rostand **NE PAS OUVRIR CE PLI**

ARTICLE 7 – PERIODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation aura lieu du 30/09/2021 au 30/11/2021 à 17h. Les offres devront être remises dans la forme déterminée au plus tard pour le 30/11/2021 à 17h. Les plis qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré, après la date et l'heure limites ne seront pas retenus. L'occupation effective pourra démarrer courant juin 2022.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION OU CESSION

Les candidats non retenus à l'issue de la consultation recevront une lettre recommandée avec accusé de réception 15 jours après la décision d'attribution de l'autorisation. Une lettre de notification sera envoyée au candidat retenu avec la convention d'occupation du domaine public, qui devra être retournée signée sous 15 jours. La collectivité se réserve le droit de donner priorité à la cession après déclassement ou à la convention d'occupation en fonction de l'équilibre économique atteint par ces deux contractualisations. La cession sera privilégiée

ARTICLE 9 – LITIGES

Les litiges relatifs à la présente consultation relèveront de la compétence du Tribunal administratif de Lille.

ARTICLE 10 – INDEMNISATION

Les candidats non retenus à l'issue de la présente consultation ne pourront faire valoir aucun droit à indemnisation.

ARTICLE 11 – DOCUMENTS ANNEXES

Sont annexés au présent règlement de la consultation un cahier des charges destiné à servir de base à l'offre du candidat et le projet de convention d'occupation temporaire.

A Marly, le

Le Maire,
Jean-Noël VERFAILLIE